

Conseil économique du Canada a défini les objectifs économiques de la nation. Voici ces objectifs:

- a) le plein emploi—3.8% de chômage;
- b) un taux élevé de croissance annuelle—augmentation de 4½% sur le produit national brut;
- c) stabilité raisonnable des prix—un taux annuel de 2% d'augmentation des prix;
- d) une balance des paiements qui soit viable, c'est-à-dire une balance des paiements où le fonds d'échanges étrangers n'est pas soumis à des fluctuations indues (pour un taux d'échange fixe);
- e) distribution équitable des revenus de plus en plus élevés.

• (5.00 p.m.)

Il est important de signaler que le gouvernement Trudeau n'a jamais mis en question la valeur de ces objectifs. Nous devons donc tenir pour acquis que les objectifs définis par le Conseil économique sont aussi ceux du gouvernement.

La réalité économique canadienne a trois caractéristiques bien particulières:

- a) de grandes inégalités régionales;
- b) une extrême dépendance du commerce international;
- c) une extrême dépendance d'un seul partenaire de commerce.

Une politique économique qui ne tiendrait pas compte de cette réalité est condamnée à la faillite. Le parti conservateur progressiste, pour sa part, se doit de promouvoir, de façon non équivoque, ces objectifs. Mon chef (M. Stanfield) l'a souvent dit, tant à la Chambre qu'à l'extérieur. Ces objectifs étant «consistants», il est possible de les atteindre simultanément.

Le gouvernement Trudeau a tenté de faire face à l'inflation, au chômage, et enfin, à la croissance économique. Cette façon d'aborder les problèmes est fondamentalement erronée. En voici les conséquences: le gouvernement considère les objectifs économiques comme séparés et distincts l'un de l'autre, et pouvant être atteints indépendamment l'un de l'autre.

On serait justifié de prétendre que telles sont les vues du gouvernement actuel, et de l'accuser d'incompétence dans la gérance des affaires économiques du pays.

Voyons quelles sont les faiblesses de la politique économique du gouvernement. Le gouvernement Trudeau a démontré un manque d'imagination incroyable dans l'application de la politique économique. Comme ce manque d'imagination a été flagrant dans la lutte contre l'inflation, ce gouvernement s'est obstiné à accroître délibérément le chômage à un tel point que, dans la province de Québec, par exemple, le taux de chômage est supérieur à 10 p. 100. On a ainsi forcé les Canadiens à choisir entre procurer un emploi à chaque citoyen capable et désireux de travailler, et la stabilisation des prix. Et encore là, monsieur l'Orateur, on n'a même pas atteint le degré de stabilisation des prix auquel on nous avait habitués à penser.

Soucieux des élections bien plus que du bien-être des Canadiens, le gouvernement Trudeau s'est enfin résolu à combattre le chômage au moment où il se prépare à déclencher une élection.

Quelles sont les faiblesses du gouvernement actuel? Premièrement, il n'a pas réussi à combattre l'inflation, ni à obtenir une diminution des prix, parce qu'il a déve-

[L'hon. M. Ricard.]

loppé des institutions ou adopté une politique qui garantit la stabilité des prix à long terme. La stabilité des prix a entraîné une perte de potentiel et un taux de chômage élevé, ce qui est inacceptable.

En second lieu, la Commission des prix et revenus a utilisé les travailleurs comme souffre-douleurs, pour justifier la politique du gouvernement.

Troisièmement, on a créé une succession de périodes prospères et difficiles, au lieu d'élaborer une politique consistante de croissance économique.

La politique économique du gouvernement actuel manque d'imagination, est dépassée, et ne peut prévenir le ralentissement économique, ou causer la relance de l'économie. On ne peut nier que l'économie est en train d'être relancée, mais on peut discuter de l'opportunité du moment choisi pour le faire et de la qualité de cette relance.

Le principal argument qui peut être invoqué est à l'effet que le gouvernement n'est certainement pas le meilleur architecte de notre prospérité future.

Monsieur l'Orateur, nous pouvons contester la projection, à savoir quand va se produire ce relancement de notre économie. Le ministre des Finances prétend que cette relance de notre économie aura lieu durant la seconde moitié de l'année 1971. On croit généralement que la relance ne se produira que beaucoup plus tard, contrairement aux prédictions faites par l'honorable ministre des Finances.

En second lieu, on peut également formuler nos réserves quant à la qualité de cette relance économique. Il n'existe aucune garantie qu'elle ne sera pas accompagnée d'une nouvelle poussée inflationniste. Le gouvernement actuel n'a établi aucune institution ou politique qui puisse assurer que la prospérité ne sera pas accompagnée de l'inflation. Donc, si l'on met en doute la qualité de la relance économique, le rôle que joue le gouvernement doit également être mis en doute.

Tout Canadien tend à être assuré d'une augmentation réelle de revenu, d'un logement adéquat pour loger sa famille, et d'une stabilité d'emploi raisonnable.

Il est regrettable que le gouvernement ait dirigé l'économie de façon que tous les citoyens aient à en souffrir.

On nous demande souvent ce que nous ferions si nous étions à la tête du gouvernement, ce que notre parti ferait s'il avait à diriger les destinées du pays.

Nous avons souvent énuméré les dispositions que le gouvernement devrait prendre, sous forme de suggestions, et aussi pour répondre aux demandes des ministériels, mais nos suggestions ont toujours été ignorées. Au risque de voir à nouveau ignorées les quelques suggestions que j'ai à faire, je me permets de les faire dans l'espoir que le gouvernement finira par les comprendre.

Monsieur l'Orateur, un gouvernement dirigé par l'honorable chef de l'opposition s'efforcera de rétablir au pays une situation économique qui mérite d'être offerte à la population canadienne.

Un gouvernement conservateur progressiste dirigé par mon honorable ami le chef de l'opposition s'emploierait d'abord à accroître la productivité. L'accroissement de la productivité, monsieur l'Orateur, est l'axe sur lequel le cycle économique maintient son équilibre. Le manque d'accroissement de la productivité entraîne la hausse des salaires. La guerre des profits et des prix, combattue par le milieu des affaires, du travail et du gouvernement,